

Succès mitigé de la réforme du transport administratif au Burundi

PANA, 25 mars 2011 Bujumbura, Burundi - L'ambition de l'Etat burundais de réduire drastiquement le parc automobile réservé au transport administratif pour économiser au moins 10 milliards de francs burundais (près de 10 millions de dollars américains) par an, n'a finalement permis à ce jour de mettre de côté qu'un peu plus de six milliards de francs (environ 6 millions de dollars), soit un peu plus de la moitié des prévisions initiales, apprend-on de source officielle à Bujumbura.

L'opération a commencé en 2010 et au niveau de la réduction du charroi, ce sont à ce jour moins de 300 des 1.647 véhicules de l'Etat qui auraient été finalement retirés aux anciens ayants droit, fait ressortir un rapport de la commission sénatoriale chargée des questions économiques au Parlement burundais. Les corps de défense et de sécurité, certains services des ministères décentralisés en province, comme la Santé et l'Education, ainsi que les hauts cadres de la présidence de la République, les ministres, chefs de cabinet et directeurs généraux sont, officiellement, les seules institutions, qui devaient garder quelques véhicules de protocole et fonction. Le rapport de la chambre haute du Parlement se montre également insatisfait des dépenses de l'ordre de 3 milliards de Francs burundais (environ 3 millions de dollars américains) qui sont parties en location de véhicules privés durant l'année 2010. Les dépenses en carburant, lubrifiants et autres assurances seraient également restées à des niveaux assez élevés de l'ordre de 33 milliards de Francs burundais (environ 33 millions de dollars américains). Les frais de réparation des véhicules de l'Etat, quant à eux, auraient avoisiné les 20 milliards de Francs burundais (près de 20 millions de dollars américains). Le rapport déplore, à la fin, l'absence de mesures d'accompagnement pour sevrer dans la douceur ceux des fonctionnaires et agents de l'Etat qui s'étaient habitués au luxe, facilités et avantages qu'offrait jusque-là la gratuité du transport administratif.